

« Le communisme ouvrier n'est pas un mouvement séparé de la classe ouvrière. Il n'a pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Ce qui le distingue ce mouvement des autres mouvements de travailleurs est, premièrement, que dans les luttes de classes dans différents pays, il se fait toujours le défenseur de l'unité et des intérêts communs des travailleurs du monde entier, et deuxièmement, que dans les différentes étapes de ces luttes, il représente les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble »

Mansoor Hekmat



Du marxisme révolutionnaire Au communisme-ouvrier

Nicolas Dessaux

D'autres brochures de Solidarité Irak

1. Pour une loi consacrant l'égalité des genres, par l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak.
2. Proposition de législation générale du travail, par la fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak.
3. Les caractéristiques fondamentales du Parti communiste des travailleurs, par Mansoor Hekmat.
4. Qui était Mansoor Hekmat ? par Hamid Taqvee.
5. Démystifier le nationalisme de gauche, par Mahmood Ketbachi.
6. Quelle lutte armée en Irak ? Par Khasro Saya.
7. Luttés étudiantes en Irak, par Olivier Théo, Shehab Ahmed et Thikra Faisal.
8. Femmes d'Irak, de la dictature à l'occupation, par Nicolas Dessaux.
9. Mansoor Hekmat, du marxisme révolutionnaire au communisme-ouvrier, par Nicolas Dessaux

parti qui défend les conseils comme la principale forme d'organisation et d'action directe des masses ouvrières ». Mansoor Hekmat exprime ainsi son option fondamentale : la confiance en la capacité de la classe ouvrière de s'organiser pour mener à bien son programme communiste.

Son œuvre majeure ne réside sans doute pas dans ses textes seuls, mais dans la capacité qu'il a eu de les transformer en une force sociale réelle au moyen-orient - sans limiter ses ambitions à cette seule région du monde. Il ne manque pas de théoriciens socialistes qui, au cours du XXe siècle, ont su d'une manière ou d'une autre, aller à contre-courant de ce qu'était devenu le « marxisme » officiel, au pouvoir en Russie et en Chine, de critiquer le capitalisme d'état et le nationalisme de gauche. Mais bien peu ont réussi à transformer cette pensée critique en mouvement social, à organiser sur cette base une organisation disposant d'une influence réelle dans la classe ouvrière.

Cela ne doit rien à un quelconque génie, même son indéniable charisme et son sens pratique ont joué un rôle manifeste, que le respect - parfois irritant - dont il jouit après sa mort, démontre encore. Au moment où, avec la révolution iranienne, se fermait l'ère des « luttes de libération nationale », il a exprimé dans la théorie et dans la pratique politique la nécessité d'une ré-émergence du communisme ouvrier, d'un mouvement socialiste adapté aux conditions du monde actuel, dans lequel le nationalisme de gauche a définitivement prouvé ses limites, où le capitalisme mondial doit être défié à l'échelle mondiale, à l'échelle de l'humanité.

Nicolas DESSAUX

Juillet 2003. En plein Irak occupé, des chômeurs et des chômeuses organisent 45 jours de sit-in devant le bureau de Paul Bremer, dirigeant de l'administration américaine. Le Syndicat des chômeurs en Irak, à l'origine de ce mouvement, revendique plus de 150 000 adhésions réalisées en quelques semaines. Elle s'intègre bientôt dans la Fédération des conseils ouvriers et syndicats d'Irak, issue d'une vague de grèves dans l'industrie, et collabore avec l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, qui clame son attachement à la laïcité et son refus de la charia, malgré les menaces conjointes des islamistes et des nationalistes kurdes. Ces différents mouvements ont été initiés par les militant-es du Parti communiste-ouvrier d'Irak, qui s'est imposé comme l'une des principales force de gauche en Irak. Incontournable en raison de sa présence sur le terrain, il alimente à l'échelle internationale les discussions, focalise les soutiens comme les attaques en raison de son opposition à la « résistance » islamiste et nationaliste - au grand dam des « anti-impérialistes ». Le courant dont il se réclame, le « communisme-ouvrier », n'est pas né en Irak, mais en Iran, sous l'impulsion de son principal théoricien, récemment décédé, Mansoor Hekmat (1951-2002).

I - L'EXPERIENCE DE LA REVOLUTION IRANIENNE (1978-81)

En 1979, un vaste mouvement social fait chuter le régime dictatorial du Chah d'Iran. Si en Occident, on en a surtout retenu l'issue, c'est-à-dire la prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeiny et la mise en place de la république islamique, il ne faut pas oublier que la révolution iranienne fut d'abord l'un des plus importants mouvements ouvriers de la fin du XXe siècle. L'une des caractéristiques essentielles du mouvement iranien de 1979 est la floraison des conseils de travailleurs, une forme de démocratie directe ouvrière - avec ses forces et ses faiblesses. Elle est marquée notamment par l'apparition des shoras, les conseils ouvriers, que les islamistes dévoieront par la suite en conseils de la révolution islamique. Dans ce contexte révolutionnaire, de nombreux jeunes se sont interrogés sur la façon de s'impliquer dans le mouvement, et ont rejoint ou formé des organisations d'extrême gauche. Parmi eux, un petit groupe formé dès 1978, appelé Cercle marxiste pour l'émancipation ouvrière, qui va rapidement prendre

le nom d'Union des militants communistes. Parmi les participants, on trouve notamment Zhoobin Razani, Azar Majedi et Hamid Taqvae. Ils ne sont guère plus de ont cinq à participer aux premières réunions.

Les membres de l'Union des militants communistes (Ettihad-e Mobarezane Kommonist) sont influencés par le trotskisme, découvert en Angleterre où certains d'entre eux ont poursuivi leurs études. Zhoobin Razani lui-même a lui-même été quelques temps sympathisant d'un groupe trotskiste, avant de s'en éloigner. Mais, peu soucieux de se rattacher à une filiation historique, ils cherchent surtout à analyser la révolution iranienne avec les outils intellectuels du marxisme. La plupart des groupes d'extrême gauche sont influencés par un marxisme-léninisme d'inspiration chinoise, qui leur paraît adapté aux conditions iraniennes. Ils considèrent l'impérialisme américain, principal soutien du régime du Chah, comme l'ennemi principal, et le pays comme encore semi-féodal. Dès lors, il leur semble approprié de soutenir la bourgeoisie nationaliste.

Zhoobin Razani, qui ne s'appelle pas encore Mansoor Hekmat, et Hamid Taqvae, ont rédigé dès 1978 des « thèses sur la révolution iranienne et le rôle du prolétariat ». A l'aide des outils du Capital de Marx, ils y analysent au contraire l'Iran comme un pays capitaliste dépendant au sein du système impérialiste. Leur approche est fondée sur deux critères simples : la généralisation du prolétariat et le règne de la marchandise. Le salariat la forme principale du revenu de la majorité des iraniens, donc la forme d'exploitation commune ; la force de travail est devenue une marchandise : les relations sociales sont celles du mode de production capitaliste auquel l'Iran est pleinement intégré. Dès cette première publication, le ton est donné : employer une méthode d'analyse fondée sur les rapports sociaux au sens marxiste, c'est-à-dire des rapports de production.

Dans cet Iran capitaliste, toutes les strates du capital ont intérêt à la dictature existante sous le Shah. La « démocratie bourgeoise » y est impossible, et l'indépendance nationale, qui suppose l'existence d'un capital national, l'est tout autant. L'Union des militants communistes donc assigne au prolétariat la mission d'instaurer la république et la démocratie, qui, dans ces conditions, est directement anti-impérialiste, et pour cela, elle doit assurer son hégémonie sur les autres classes menacées par l'impérialisme (paysans, petite bourgeoisie urbaine en voie de décomposition). Le schéma général n'est pas sans évoquer celui de la révolution permanente chez Trotski. Il n'est pas étonnant, dès lors, que l'Union des militants communistes aie été considérée comme telle par les autres groupes de la gauche iranienne - bien qu'à aucune moment elle ne s'en soit réclamée. Le

nienne, avec le soutien désastreux de la gauche, au nom de cet « anti-impérialisme », à la République islamique de l'Ayatollah Khomeiny, est resté pour Mansoor Hekmat un critère de méfiance vis-à-vis de l'emploi de cette rhétorique facile. C'est en accord avec la définition économique de Lénine qu'il prend ses distances avec le « léninisme ».

Cette critique de l'anti-impérialisme est aussi celle de la gauche occidentale, principalement intellectuelle et étudiante, dominée par une forme unilatérale de pacifisme, qui l'amène, dans le cas de la guerre alors imminente contre l'Afghanistan, l'amène à condamner l'intervention américaine sans un mot sur le pouvoir Taliban. De plus en plus, Mansoor Hekmat situe son cadre de réflexion au niveau global, et non plus seulement iranien. Dès les années 80, il a tenu à ce que la presse du Parti soit publiée en plusieurs langues autres que le farsi, et il insiste sur l'importance de publier dans la langue majoritaire du pays d'accueil des militant-es dans l'émigration : anglais, allemand, suédois, turc, outre le farsi, le kurde et l'arabe. Son ambition non-dissimulée est que le communisme-ouvrier cesse d'être un « phénomène » moyen-oriental pour devenir, à l'échelle mondiale, une ré-émergence du mouvement communiste. Cela passe par une phase de critique des positions de la gauche réactionnaire et nationaliste dans les pays occidentaux.

CONCLUSION

Mansoor Hekmat ne verra pas se créer de nouveaux partis communistes-ouvriers, pas plus qu'il ne verra la rapide montée en puissance du parti qu'il a contribué à créer en Irak, à partir de la chute du régime fasciste de Saddam Hussein. En juillet 2002, alors qu'il doit subir un nouveau traitement, il est rapidement emporté par la maladie. Il sera enterré au cimetière londonien de Highgate, à quelques pas de Karl Marx...

La ligne qu'il s'est assignée dès la révolution iranienne, fondée sur la classe ouvrière seule, sert de fil directeur. Elle explique la continuité de sa pensée, mais surtout, et c'est bien plus important, ses ruptures. Son marxisme révolutionnaire des années 1978-91 n'est encore qu'un strict léninisme à base ouvriériste. Le communisme ouvrier émerge d'une critique fondamentale de celui-ci. En 1985, il s'interrogeait sur les limites de la démocratie ouvrière chez Lénine. En 1992, juste après l'insurrection irakienne qui a vu la généralisation des conseils ouvriers à l'est et au nord du pays, il conclue : « En ce qui concerne les différentes formes d'organisations de la lutte de classe ouvrière, nous appartenons à la tradition des conseils. Nous sommes un

se conquiert par une combinaison, une alliance au sommet entre organisations de l'opposition, mais par la victoire d'une ligne claire et simple à laquelle la population s'identifie.

Les attentats du 11 septembre 2001 confirment l'importance accordée par Mansoor Hekmat à la question de l'islam politique comme stratégie mondiale. Condamnant les attentats, il déclare : « Mettre fin au terrorisme est notre tâche. C'est notre tâche, car nous luttons pour l'égalité, les droits et la dignité des gens. Le terrorisme d'état finira avec la mise à bas des états terroristes. Le terrorisme non-étatique sera éradiqué en mettant fin aux épreuves de discrimination, d'exploitation et de privation qui mènent les gens au désespoir et en fait la proie des organisations réactionnaires et inhumaines. Il peut être éradiqué en dénonçant la religion, l'ethnicisme, le racisme et toutes les idéologies réactionnaires, qui n'ont aucun respect pour les gens. Notre réponse, c'est de nous battre pour une société libre, ouverte et égale, dans laquelle les gens, leur vie, leur dignité et leur bien être sont valorisés ».

Affaibli par le cancer, Mansoor Hekmat, consacre ses derniers textes à la guerre d'Afghanistan, une guerre entre les deux pôles internationaux du terrorisme : les USA et l'Islam politique. Au-delà de la condamnation des deux camps, il amorce un thème qui va rapidement prendre, pour les communistes-ouvriers, une importance croissante avec l'occupation de l'Irak : la dénonciation du soutien d'extrême-gauche à l'islam politique et au terrorisme islamique, sous couvert d'« anti-impérialisme ». Bien sûr, il sait que les USA utilisent le prétexte de la guerre contre le terrorisme pour étendre leur domination mondiale, mais cela ne suffit pas à rendre toute opposition aux USA légitime. Il faut remarquer que, contrairement aux habitudes de l'extrême-gauche, Mansoor Hekmat n'emploie le mot « impérialisme » qu'en de rares occasions, à l'exception de ses premiers écrits - et n'utilise jamais « anti-impérialisme » que de manière négative. Pourquoi cela ? Une forme de méfiance vis-à-vis du contenu de ce terme, employé à tort et à travers par les nationalistes de gauche. Implicitement, il accepte – comme l'immense majorité des courants de la gauche - la définition de l'impérialisme comme capitalisme de l'ère des monopoles, popularisée par Lénine. Mais le plus souvent, ce contenu économique disparaît pour être confondu avec le militarisme, qui n'en est pourtant que l'un des aspects. Il devient quasiment synonyme de politique étrangère américaine. Cette réduction tend à faire disparaître l'antagonisme bourgeois / prolétariat au profit d'un antagonisme puissances impérialistes / peuples opprimés, sans compter le fait que rien ne justifie l'assimilation entre islam politique et luttes de libération nationales. La révolution ira-

concept d'hégémonie apparaît ici pour la première fois sous la plume de Mansoor Hekmat : il y fera par la suite fréquemment allusion, nommément ou non, chaque fois qu'il fera référence au fait que la classe ouvrière est seule à pouvoir transformer la société - et donc, que tous les problèmes sociaux doivent être abordés selon son point de vue.

Lors de l'invasion de l'Iran par l'Irak en 1980, le régime de Khomeiny est incapable, seul, d'endiguer la révolution ; la contre-révolution passe donc par l'attaque irakienne. Mansoor Hekmat, dans un article rédigé quelques jours après les premiers bombardements, refuse toute forme de ralliement au régime, insistant au contraire sur l'armement indépendant des travailleurs en vue de la résistance. Son modèle reste celui de la lutte armée sous direction communiste, puisqu'il cite l'Albanie, la Corée et le Vietnam pour modèle. Il propose une ligne de « défense de la révolution contre la guerre des capitalistes ». Cette ligne reste applicable aussi bien dans la zone soumise au régime islamique ou dans celle occupée par l'armée irakienne. Dans une situation particulièrement difficile - l'invasion par une armée étrangère - il adopte donc une position marquée par des exemples historiques que ne renieraient pas les maoïstes, mais une pratique politique fort différente, puisqu'il rejette toute forme de nationalisme au profit d'une stricte orientation de classe. Rejetant le pacifisme aussi bien que le social-chauvinisme, il met l'accent sur l'importance de l'armement du prolétariat. Cette insistance sur le caractère strictement prolétarien du mouvement communiste est très marquée ; à l'inverse des maoïstes, qui insistent fréquemment sur les paysans, le mot même n'apparaît que rarement sous la plume de Mansoor Hekmat, si ce n'est pour souligner leur prolétarianisation, leur intégration au capitalisme via le salariat.

Revenant sur la révolution iranienne dans un article de 1987, six ans après la vaste vague de répression qui a assis le pouvoir du régime islamique, Mansoor Hekmat précise cette opposition entre nationalisme de gauche et communisme prolétarien. Il y constate, non sans amertume, qu'au XXe siècle, le mot socialisme sert de couverture idéologique pour trois choses : à l'est, au capitalisme d'état ; à l'ouest, au réformisme ; dans le tiers-monde, au nationalisme. Mais nulle part, il ne désigne le mouvement de la classe ouvrière pour abattre et dépasser le capitalisme.

En Iran particulièrement, le socialisme a été, dès l'origine avec la formation du parti Tudeh en 1941, un mouvement qui visait à réaliser « l'unité nationale, le développement économique, la démocratie bourgeoise et les réformes sociales », capable d'attirer à lui les classes moyennes iraniennes, pour lesquelles le voisin soviétique proposait un modèle de déve-

loppement national réussi. Ce parti prosoviétique était au centre d'une coalition anti-fasciste, le Front national, qui éclata en 1953, lorsque le Tudeh hésita à soutenir pleinement le gouvernement nationaliste du docteur Mossadegh. La disparition de cette coalition laissa émerger, dans l'espace politique laissé vacant, un nationalisme de gauche plus marqué, de coloration maoïste. La critique de l'URSS par Mao avait son pendant dans la critique du Tudeh par la gauche radicale, tandis que la caractérisation de l'Iran comme un pays « semi-féodal et semi-colonial » permettait de faire l'impasse sur le degré réel de développement des relations sociales capitalistes. L'ennemi principal, pour le maoïsme iranien, c'était le propriétaire terrien féodal, allié privilégié de l'impérialisme - ceci au moment même où l'échec programmé des réformes agraires amenait massivement les paysans à la prolétarisation urbaine. Leur programme était celui de tout nationalisme : développement par l'industrialisation et la gestion étatisée de l'économie, ce qui impliquait naturellement le renversement de la monarchie. La fascination pour les modèles chinois, mais aussi vietnamien et latino-américains, donnait une forme pratique à ce programme : la guérilla.

A l'approche de la révolution, l'échec des modèles cités, l'inadéquation d'une vision centrée sur la paysannerie, le désaveu de la guérilla par plusieurs de ses dirigeants emprisonnés, contribuèrent à discréditer le maoïsme. Mais ce sont les trois années de révolution elles-mêmes, de l'hiver 1979 à l'été 1981, qui mirent en échec les concepts avec lesquels ils tentaient de décrire la réalité iranienne, ceux de « bourgeoisie nationale progressiste » et de « petite-bourgeoisie anti-impérialiste ». Les maoïstes comme le Tudeh apportèrent leur soutien, plus ou moins critique, au régime islamique, se laissant illusionner par sa rhétorique anti-impérialiste et anti-américaine ; ils crurent y déceler la validation de leurs concepts théoriques. Bien sûr, certains se rendaient compte de la difficulté de concilier cette vision idéologique avec la réalité du régime, avec ses conceptions hyper-réactionnaires et avec la répression qu'ils subissaient eux-mêmes, d'où de nombreuses scissions au sein des organisations de la gauche radicale, transformant le paysage de la gauche radicale.

Les partis de la gauche radicale avaient une faible influence directe sur le mouvement ouvrier. Ils ne disposaient pas de vastes organisations de masses, de syndicats influents et d'un ancrage profond dans la classe ouvrière en Iran. Celle-ci, massivement constituée de paysans prolétarisés et urbanisés récemment, avait développée ses propres réseaux au niveau local. Ces cercles pouvaient avoir de la sympathie pour la gauche radicale, en raison de son opposition au régime, mais la réciproque n'était pas vraie,

c) Le monde après le 11 septembre

Lorsque commence l'année 2001, Mansoor Hekmat est de nouveau engagé dans la polémique avec les organisations de la gauche iranienne qui, après avoir soutenu - au nom de « l'anti-impérialisme » - l'Ayatollah Khomeiny, tourne ses espoirs vers le président Khatami et le mouvement « réformateur », dit du 2ème Khorbad. Alors que ces organisations, comme le Tudeh et la fraction majoritaire des Feyadin fondent leurs espoirs sur l'évolution interne du régime islamique, le Parti communiste-ouvrier appelle à son renversement. Il considère cette chute comme imminente, et se prépare à y jouer un rôle important. Mansoor Hekmat n'a cessé de considérer la prise du pouvoir et la marche vers le socialisme comme les objectifs essentiels vers lesquels, en définitive, toute l'activité du Parti est tournée.

Cette opposition résolue lui permet d'apparaître comme un opposant sans failles et sans compromission, son rejet catégorique de l'Islam correspond aux aspirations de la jeunesse iranienne et son activité s'est renforcée dans la clandestinité. Du statut de groupuscule en 1978, il a atteint celui de grand parti de la gauche, avec une véritable audience via, notamment, son travail de propagande radiophonique et télévisée. La situation de crise économique et sociale en Iran facilite ce travail d'implantation, au point de pouvoir appeler à des piquets devant les bureaux de vote pour appeler à l'abstention, lors des élections présidentielles. Celle-ci est, de fait, extrêmement massive, avec ou sans l'intervention des propagandistes communistes-ouvriers. Le régime islamique est obligé de l'admettre, même s'il se refuse encore à donner des chiffres. Malgré l'épisode « réformiste » de Khatami, qui a prolongé la durée de vie du régime, la République islamique ne bénéficie plus d'aucune base populaire et surtout, est massivement rejetée par toute une génération qui n'a pas connue la révolution de 1979, mais qui ne rêve que de liberté.

Cette analyse de l'imminence de la chute du régime n'amène pas Mansoor Hekmat à conclure en faveur de « l'unité de l'opposition », à laquelle appellent aussi bien les monarchistes que les Moudjahidin du peuple. « Nous voulons instaurer une république socialiste, et ça ne se fera pas en s'unissant avec les partisans de la liberté de marché, des Etats-Unis, de la monarchie et d'un Islam pasteurisé ». En une période donnée, le peuple identifie la gauche à l'un de ses courants, parce qu'il exerce une forme d'hégémonie - on a vu que ce thème « gramscien » était présent dans la pensée de Mansoor Hekmat dès les années 80 et qu'il n'a cessé d'être l'un des fils conducteurs de sa pratique - et cette forme de leadership ne

L'universalisme est intimement lié à l'humanisme dont Mansoor Hekmat se réfère expressément. Il est significatif que la citation la plus fréquemment mise en avant par ses partisans soit la suivante : « L'être humain est le fondement du socialisme. Le socialisme est le mouvement pour restaurer la volonté consciente de l'être humain ». Contrairement à une conception courante dans les courants qui se réclament du marxisme, le communisme-ouvrier insiste clairement sur l'importance de la personne humaine, de l'individu. C'est ce qui l'amène, par exemple, à condamner expressément la peine de mort « terminologie de l'état pour le meurtre ». Bien sûr, l'anti-étatisme de Mansoor Hekmat est un élément de cette opposition, mais le ressort final en est le respect absolu pour la personne humaine. Universalisme, laïcité, humanisme, Voilà les traits caractéristiques avec lesquels le Parti communiste-ouvrier va aborder l'attaque américaine en Afghanistan, puis la seconde guerre contre l'Irak et l'essor considérable de son activité en Irak à partir de mars 2003.

« Un monde meilleur », le programme qu'il va rédiger en 1994 pour le Parti communiste-ouvrier d'Iran, constitue une synthèse des positions essentielles du communisme ouvrier. Son rédacteur a fréquemment insisté sur la notion de programme et sur l'importance de proposer des axes clairs, un véritable programme de gouvernement pour la révolution. Le texte est constitué d'un rappel, concis et clair, des principes généraux du marxisme, puis d'une liste de mesures transitoires. Certains passages sont directement claqués du manifeste du parti communiste, comme pour mieux signaler le projet qui sous-tend un tel programme : « Le communisme ouvrier n'est pas un mouvement séparé de la classe ouvrière. Il n'a pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Ce qui le distingue de ce mouvement des autres mouvements de travailleurs est, premièrement, que dans les luttes de classes dans différents pays, il se fait toujours le défenseur de l'unité et des intérêts communs des travailleurs du monde entier, et deuxièmement, que dans les différentes étapes de ces luttes, il représente les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble ». Les mesures énoncées sont pour la plupart de portée générale - au sens qu'elles pourraient être proposées dans n'importe quel pays - tandis que d'autres sont spécifiques à l'Iran, notamment sur la question kurde ou sur l'élimination des pratiques religieuses réactionnaires. Mansoor Hekmat considérait, selon ses proches, que d'autres programmes, spécifiques à telle ou telle ère géographiques, devraient être écrits au fur et à mesure que le communisme ouvrier se répandrait dans le monde.

car le discours de ses organisations, dont les membres sont largement d'origine étudiante, s'adressait de manière abstraite au « peuple », à la « nation », pas à la classe ouvrière en tant que telle. Ce décalage devint de plus en plus flagrant. Le discours ouvrieriste, anti-nationaliste et sans concessions pour le régime de l'Union des militants communistes, se révéla alors porteur, lui permettant de rallier des fractions issues de plusieurs organisations de la gauche radicale.

Dans un article de 1995, Mansoor Hekmat revient sur la question de la révolution iranienne, au moment où une partie de la gauche iranienne en exil revoit drastiquement son jugement sur celle-ci, dans la débâcle intellectuelle qui suit l'effondrement du bloc soviétique. Cette révision critique est pleine d'amertume pour ce qu'est devenue la révolution, c'est-à-dire un régime parmi les plus réactionnaires au monde. Mais c'est ce régime qui puise justement une partie de son discours dans celui de la gauche nationaliste, du Tudeh : l'anti-américanisme virulent, le refus de la modernité « occidentale ». Il a tiré profit de la soumission de cette gauche nationaliste à la religion, qu'elle n'a jamais réellement critiquée ou combattue. Ces positions timorées vis-à-vis des religieux ont permis d'écraser le mouvement ouvrier ; puis, en juin 1981, la répression massive contre le mouvement ouvrier et la gauche modifia la situation.

II - DE LA LUTTE ARMÉE AU COMMUNISME OUVRIER (1981-1991)

a) La lute armée au Kurdistan d'Iran

Les positions défendues par Mansoor Hekmat – qui se fait alors appeler Nader, sont discutées dans une partie de la gauche. Komala, une organisation marxiste-léniniste kurde, s'est rapprochée de l'Union des militants communistes. Lors de son congrès d'avril 1981, elle se rallie à son programme et propose un travail commun. Komala est un mot Kurde qui signifie société, au sens large comme au sens restreint d'association, de comité ; c'est aussi, depuis 1969, le sigle de l'Organisation révolutionnaire du peuple ouvrier du Kurdistan. Cette organisation d'origine maoïste avait à l'origine des conceptions populistes, mais face à leur échec, acceptait de les remettre en cause. Or, les polémiques de Mansoor Hekmat à l'encontre des impasses du populisme convergeaient avec leurs propres doutes. A la différence de l'Union des militants communistes, organisation de taille encore modeste et implantée en milieu urbain, Komala disposait d'une force armée de 8 000 combattants peshmergas dans le nord de l'Iran, en pays kurde. Capable de tenir en respect l'armée iranienne, elle avait constitué une zone libérée dans laquelle elle organisait la vie des villages. Rapidement après les premiers contacts, l'Union des militants communistes trouva refuge dans ce « sanctuaire », pour y tenir son premier congrès. En septembre 1983, la fusion avec Komala et d'autres fractions qui s'étaient rapprochées du marxisme révolutionnaire de Mansoor Hekmat, alias Nader, permettait la création du Parti communiste d'Iran.

Malgré un certain nombre de points de convergences entre l'organisation ouvriériste et le mouvement guérillériste, la fusion n'était pas quelque chose qui allait de soi, comme allait le révéler la suite des événements. En outre, l'orientation prise par Komala sous la direction de Mansoor Hekmat heurtait les mouvements nationalistes kurdes, à commencer par le Parti démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI), qui n'allait pas tarder à se lancer dans trois années de guerre contre son rival communiste, de 1984 à 1987 - alors qu'Hekmat lui-même est contraint de fuir en Angleterre. Il faut dire que la nouvelle orientation s'attaquait aux bases traditionnelles de la société kurde, notamment sur la question cruciale de la place des femmes, en leur accordant l'accès à toutes les fonctions militaires dans les forces peshmergas, ou encore en acceptant le droit à l'avortement. C'était briser un tabou de la gauche kurde, très rétrograde sur cette question pourtant essentielle. De plus, le nouveau Parti communiste

les petites filles - dans un pays qui a fait du relativisme culturel le fondement de sa politique de l'immigration. Selon une argumentation appelée à un certain succès, ils protestent au nom de la liberté vestimentaire, et contre le caractère répressif et raciste de la lutte contre le hejab. Ce qui intéresse ici Mansoor Hekmat ce n'est pas de polémiquer avec une organisation concurrente, même s'il pratique ce sport à l'occasion - mais de dénoncer ce qui est au cœur de leur pensée, le relativisme culturel, et affiche au contraire son universalisme : « Nous sommes partisans de droits et de libertés égales et universelles pour tous et toutes, indépendamment du sexe, de la race, de l'appartenance ethnique ou autre. Nous ne nous considérons pas comme faisant partie intégrante d'une minorité ». Cet universalisme, qui va devenir l'un des thèmes majeurs du communisme-ouvrier dans les dernières années de la vie du révolutionnaire iranien, est opposé directement au relativisme de la bourgeoisie scandinave, qui considère précisément les immigrés comme une minorité à laquelle sont déniés la plupart des droits.

Cet universalisme l'amène à critiquer toute forme d'assimilation entre une population et une idéologie, comme l'appellation « société islamique » à propose de l'Iran. L'Islam, et surtout tel qu'il est vu en occident, n'est pas partagé par l'ensemble de la société iranienne, la consommation de bière et la musique occidentale – deux activités prohibées - y étant plus courantes que la prière. Les tentatives d'un islam modéré, voire d'une sorte de « théologie de la libération » musulmane, se heurtent à aux réalités concrètes d'une jeunesse qui ne veut plus d'Islam du tout. Il ironise sur cette idée : « ceux qui sont partisans d'une théologie de la libération ne sont pas préparés à vivre dans un pays dirigé par la théologie de la libération. Ils préfèrent vivre en France ou en Angleterre, et prescrire la théologie de la libération pour le peuple bolivien ». Cette ligne universaliste du Parti communiste-ouvrier va s'accroître, avec une résolution votée en 1999, qui met l'accent sur la lutte contre l'Islam politique - qui ne résume pas au fondamentalisme islamique, mais à l'ensemble des courants qui considèrent que l'Islam devrait être la source principale de la pensée et de la pratique politique dans un état. La laïcité, comprise à la fois dans un sens minimal la séparation de la religion et de l'état, de la religion et de l'éducation - jusqu'à un sens maximal - le droit pour la société de se protéger de la religion exactement comme le fait avec les maladies - devient alors l'un des thèmes portés par le Parti communiste-ouvrier, presque sa « marque de fabrique » dans une gauche moyen-orientale qui se refuse le plus souvent à condamner la religion dans son ensemble.

révolution ouvrière comme agent actif dans des conditions sociales objectives ». Le rapprochement avec l'ouvriérisme italien, qu'il soit conscient ou non, n'est une fois de plus pas anodin, car ce courant avait perçu de la même manière que le mouvement de la classe ouvrière était le seul agent capable d'amener le capitalisme à son paroxysme, de briser les contraintes de l'arriération et de réaliser le marché mondial. Cette idée fait son chemin chez Mansoor Hekmat, elle donne progressivement corps à sa méfiance envers toute forme de nationalisme et d'arriération sociale, à son opposition résolue envers tout ce qui, au nom d'idéaux de gauche, ferait obstacle à cette dynamique dans laquelle le capitalisme crée les conditions de son dépassement.

b) Communisme ouvrier, universalisme et humanisme

Jusqu'ici, Mansoor Hekmat avait considéré le régime islamique d'Iran comme relativement isolé et ne considérait pas l'Islam politique comme une menace sérieuse. A partir de 1994, on sent un infléchissement de sa prise en compte du problème. Dans un bref article, il dénonce le gangstérisme islamiste, le terrorisme aveugle et, dans le même mouvement, la tolérance, voir la sympathie, avec laquelle la gauche « anti-impérialiste » regarde ce type d'actions. Mais il considère encore l'Iran comme la seule source ce problème. C'est plutôt, à la lumière de la terrible expérience yougoslave, le nationalisme qui lui semble le plus grand danger ; il ne s'agit plus seulement du nationalisme de gauche, du populisme et de l'anti-impérialisme, qu'il a critiqué de longue date, mais de l'ethnocentrisme, d'un nationalisme fondé sur l'idée d'une « identité ». L'expérience iranienne lui a appris que - dans un pays où, deux générations plus tôt, les filles allaient à l'école sans voile et les Mollahs passaient pour des parasites d'un autre âge - un prodigieux retour vers le passé était possible, une arriération sans limite. Il craint pour l'Iran une division qui s'appuierait sur les neuf nationalités, treize groupes ethniques et cinq groupes linguistiques qui y vivent. De plus en plus sensible à cette question d'un retour des idéologies les plus archaïques, il va consacrer de nombreux articles à l'ethnocentrisme et à l'islamisme.

La question du voile, fort sensible pour celles et ceux qui ont vécu la révolution iranienne et l'irruption réactionnaire de l'Islam politique, va retenir son attention. En 1997, une polémique oppose en Suède Rah-e Kargar (Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran) et le Parti communiste-ouvrier d'Iran, à laquelle Mansoor Hekmat va participer directement. Cette organisation de gauche, qui se prévaut de liens de longue date avec le mouvement féministe et anti-raciste scandinave, attaque les communistes-ouvriers pour leur campagne contre le port du voile (hejab) par

d'Iran ne se contenait pas d'une activité militaire, il se déployait en dehors de sa zone par une activité clandestine dans les villes et dans les usines. Cette critique intrinsèque des pratiques courantes des mouvements kurdes était associée à un débat sur le nationalisme lui-même, qui va déboucher en 1989-91 sur une crise majeure dans le Parti.

Le premier épisode de cette lutte prend place en 1989. Mansoor décide de démissionner de toutes ses responsabilités à la direction et de retourner militer à la base. Il crée une Fraction communiste ouvrière au sein du parti, qui exprime les vues de la gauche anti-nationaliste. Celle-ci emporte un succès massif lors du congrès, où il est réélu à la direction. Mais à l'occasion de la première guerre du Golfe, le courant nationaliste kurde au sein du Parti communiste d'Iran, resté relativement silencieux jusque-là, se réveille bruyamment, et propose - dans une motion proposée par Abdullah Mohtadi - de soutenir l'Union patriotique du Kurdistan, qui est au même moment en train de négocier son rapprochement... avec l'armée américaine. Mansoor Hekmat est conscient que cette position n'exprime pas seulement l'avis de quelques nationalistes venus de Komala, mais les limites du parti lui-même. Il démissionne de nouveau, non plus de la direction, mais du parti lui-même. La majorité décide de la suivre : ce n'est donc pas réellement une scission qui s'opère, mais un retrait à l'amiable, qui évite des affrontements. Rapidement après, le Parti communiste-ouvrier d'Iran est créé, sur la base du communisme ouvrier.

b) L'analyse de l'échec de la révolution russe

Contraint à l'exil, Mansoor Hekmat est revenu en Angleterre, où il avait étudié. Après cinq années consacrées à l'action politique, il prend plus de temps, plus de recul sans doute, pour mettre au clair ses conceptions. Plus particulièrement, alors que le bloc soviétique est en pleine mutation, il entame à partir de 1986 une série d'articles sur la nature de l'URSS. Si ce thème est aujourd'hui considéré comme une question d'histoire, il revêt alors une importance renouvelée pour la compréhension de la situation mondiale et, on va le voir, il amène à des conclusions importantes pour la définition même du communisme ouvrier.

Il va commencer par réfléchir sur la question de l'état dans la période révolutionnaire. Son analyse suit de près celle de Lénine dans l'État et la révolution - qui s'est lui-même largement fondé sur les articles d'Anton Pannekoek : l'état n'est pas au service de l'intérêt général, mais de la celui de la classe dominante. Mais cette définition, correcte dans une situation « normale », ne l'est pas dans une situation révolutionnaire. La dictature

du prolétariat n'est pas celle d'une classe économiquement dominante, mais une d'une classe politiquement dominante. C'est un état contre l'économie existante, contre l'existence même des classes – et donc, contre la raison d'être de l'état. Cela dit, Mansoor Hekmat reste, selon une tradition marxiste bien établie, flou sur ce dernier aspect de la question.

Ce qui l'intéresse, c'est de savoir comment agir dans le cours de la révolution elle-même – et les fréquentes références qu'il fait à la situation iranienne montrent clairement ses préoccupations, même lorsqu'il parle de la Russie. Il examine donc comment, dans la révolution iranienne, les revendications économiques se sont transformées, au cours de la lutte, en exigences politiques : renversement de la monarchie, libération des prisonniers, contrôle ouvrier. Mais manque l'étape suivante : la constitution d'un gouvernement provisoire, en mesure de « briser la résistance de la contre-révolution »... une question d'importance quand on fait face au régime de l'Ayatollah Khomeiny.

Cela l'amène à examiner ce qui apparaît, dans l'exemple russe, comme une contradiction. En effet, si « la multitude de la classe ouvrière apparaît directement dans ses organismes de pouvoir des masses, comme législateur, exécuteur des lois et juge », la pratique russe, aussi bien que les textes de Lénine lui-même, montre qu'en réalité, la dictature du prolétariat s'est identifiée à celle du parti, voire d'un individu. Cette évolution a été critiquée d'un point de vue « démocratique », dès cette époque, par divers tendances : communistes de conseils, opposition ouvrière, fraction du centralisme démocratique, critique reprises abondamment par la suite. Troublé par ce double discours, Mansoor Hekmat tente de le rationaliser, en proposant deux phases à la dictature du prolétariat. Dans la première, la tâche essentielle est d'exproprier la bourgeoisie – et pour cela, toute une gamme de politiques serait admissible - alors que la seconde serait fondée sur l'organisation du pouvoir la classe ouvrière par la démocratie directe, la direction des conseils ouvriers (soviets) sur l'économie et la société.

Cette position est inconfortable, et Mansoor Hekmat le sait. Comme il le remarque, « dans la discussion sur le contrôle ouvrier, les positions de principe des Bolcheviks (sur les points essentiels) ont consisté en la subordination des revendications sur le contrôle ouvrier à la base aux principes de cohérence, d'objectifs et d'autorité de l'état ouvrier. Dans la période critique 1917-1921, des formules éclectiques et peu convaincantes ont été mises en place. Dans la pratique, elles ont désappointé les meilleurs éléments du prolétariat industriel de Russie, qui se sont alors éloignés du

vrier revient au devant de la scène, parce que l'affrontement entre les classes n'a plus d'autre issue possible.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout d'abord, qu'il ne faut pas se tromper de programme, ne pas reproduire les erreurs de la révolution russe. Le communisme ne peut triompher que s'il transforme les bases économiques de la société, s'il abolit le travail salarié et transforme les moyens de production et de distribution en propriété commune, s'il crée « une communauté mondiale, sans classes, sans discriminations, sans pays et sans états ». Mansoor Hekmat revient régulièrement sur cet axiome du communisme ouvrier : par propriété commune, il n'entend jamais propriété d'état. L'étatisme est précisément l'échec de la révolution russe. A partir de là, il est possible de dégager le marxisme de toutes les adaptations à des fins nationalistes, réformistes, tiers-mondistes, développementalistes et autres.

Qu'en est-il de la référence à Lénine ? Mansoor Hekmat admet qu'il a eu, pour l'essentiel, une compréhension correcte du marxisme, et été un leader socialiste de valeur. Il a eu le mérite de rompre avec le déterminisme de la seconde internationale et de mettre l'accent sur la possibilité du socialisme, donc sur la pratique révolutionnaire - qui ne peut se résumer ni au volontarisme, ni à la pratique conspirative. Il est donc une source d'inspiration, pour toutes celles et ceux qui ne « considèrent pas le socialisme comme une idée ornementale, mais comme une cause urgente et pratique ». Pourquoi cet attachement de Mansoor Hekmat à sauvegarder Lénine, auquel il ne fait pourtant que rarement référence ? Il est intéressant qu'à l'occasion de ce tournant, de la scission qui amène la création du parti communiste-ouvrier, il éprouve le besoin de poser la question, même s'il répond en définitive - quoique de manière nuancée - en faveur du fondateur du bolchevisme. Il n'ignore sans doute pas que le révolutionnaire russe s'est prononcé, sans ambiguïté aucune, en faveur de la mise en place d'un capitalisme d'état dont il estimait qu'il serait une étape difficile à atteindre, et qu'il n'a jamais tenté d'aller au-delà du travail salarié. Mansoor Hekmat le sait d'autant mieux qu'il a déjà souligné les graves insuffisances de la social-démocratie russe en matière de programme économique.

Plus encore, il découvre - comme avant lui les ouvriéristes italiens - dans Lénine un homme qui avait compris que la classe ouvrière seule était le moteur du capitalisme, la seule force capable de dénouer la situation Russe. « La contribution de Lénine a été de reconnaître le rôle joué par la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière dans le mouvement matériel de la société capitaliste, et d'avoir apprécié les possibilités d'actions de la

III - L'AUBE CRUELLE DU NOUVEL ORDRE MONDIAL (1991-2002)

L'invasion en 1991 du Koweït par l'armée irakienne, qui va rapidement aboutir à la première guerre du Golfe, est ressentie immédiatement comme le signe d'une ère nouvelle. L'URSS en pleine décomposition n'est plus en mesure de jouer son rôle de superpuissance, et un monde unipolaire semble émerger de la guerre froide : le « nouvel ordre mondial », selon l'expression du président Georges Bush, premier du nom. Mansoor Hekmat refuse de condamner cette invasion, considérant d'ailleurs le Koweït comme un vaste camp de travailleurs immigrés travaillant pour le compte des pays occidentaux sous le contrôle d'un système clanique et arriéré. Mais il est hésitant quand aux conséquences de celle-ci, craignant qu'elle ne renforce en définitive le nationalisme arabe - l'islam politique lui semblant alors en déclin - et n'éloigne pour longtemps encore les travailleurs du socialisme. Ce malaise dans l'analyse est révélateur à la fois de la crise du qui traverse alors le Parti communiste d'Iran dont il est encore le principal dirigeant, et de manière générale, la gauche mondiale, confrontée à un scénario nouveau, dont elle cherche à appréhender les contours. Le rôle de l'Islam politique semble encore incertain, à tel point que Mansoor Hekmat le considère comme un simple instrument de propagande au service du nationalisme arabe et qu'en Iran, elle a renforcé la tendance national-islamiste contre le panislamisme.

a) « Le communisme aux marges de la société n'est pas le communisme »

Cette phase d'incertitude ne dure pas. Dès février 1992, Mansoor Hekmat a donné sa démission du Parti communiste d'Iran et commence à organiser sa fraction communiste-ouvrière en un nouveau parti, auquel il assigne un programme ambitieux : « Un-e véritable communiste aujourd'hui, est celui ou celle qui comprend l'urgence de la situation actuelle et la signification de son propre rôle. Le communisme aux marges de la société n'est pas le communisme. Être sur la ligne de front de la résistance contre l'offensive mondiale de la bourgeoisie contre les idéaux humains, contre les réalisations sociales, organiser un front socialiste international des travailleurs et des travailleuses dans ce monde en turbulence, et travailler à la victoire du socialisme, voilà ce que c'est, être un-e communiste aujourd'hui ». Durant soixante-dix ans, l'opposition ouvrière au capitalisme d'état était marginalisée, tandis que le conflit central qui occupait le devant de la scène opposait deux modèles alternatifs de capitalisme, et deux blocs impérialistes. Avec la disparition du bloc soviétique, le communisme ou-

Parti ». Dans les années 1923-28, alors que se déroulaient les grands débats économiques, alors que la guerre civile et les attaques étrangères été terminées, le prolétariat s'était retiré de la scène. Son analyse arrive alors à son point de rupture : comment expliquer l'échec de la révolution russe ?

Mansoor Hekmat va alors poursuivre sa réflexion, afin de proposer une critique socialiste, fondée sur les bases matérielles de l'échec de la révolution russe à construire le socialisme, qu'il oppose à la critique « démocratique ». Il refuse explicitement les analyses courantes fondées sur l'arriération de la Russie ou sur son isolement international. Au contraire, il insiste sur l'échec de la classe ouvrière à transformer économiquement la Russie dans un sens socialiste. Avant la révolution, deux classes critiquaient l'arriération de la Russie, avec deux points de vue différents : la bourgeoisie et le prolétariat, qui en subissaient tous deux les conséquences néfastes. Elles avaient donc, de ce seul point de vue, un intérêt commun. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), contrairement au populisme, met même explicitement l'accent sur la nécessité du développement de la Russie. Cette idée est sensible, non seulement chez les marxistes légaux et les Mencheviks, mais aussi dans l'admiration exprimée par les bolcheviks envers les défenseurs de la démocratie bourgeoise. Ainsi, la social-démocratie russe voit continuellement renaître dans ses rangs le national-modernisme, malgré ses liens avec le mouvement ouvrier international. Cet affrontement entre ligne bourgeoise et prolétarienne traverse le parti bolchevik lui-même.

La trajectoire impulsée par Lénine consiste en une suite de ruptures avec cette ligne bourgeoise, jusqu'à la dénonciation du social-patriotisme en 1914. Mais elle ne dépassera jamais la conception social-démocrate qui considère le socialisme comme l'abolition de la propriété privée et la centralisation et la planification de la production, l'accroissement des forces productives et de l'industrie. Dès le premier brouillon du programme rédigé par Plekhanov, cette conception domine. Elle hérite du déterminisme et du technicisme de la seconde internationale, et met de côté la question de la propriété commune et de l'abolition du travail salarié. Ce programme est, au fond, acceptable pour la bourgeoisie Russe, qui sait qu'elle doit trouver des solutions pour dépasser l'arriération de la Russie - ce n'est pas un hasard si parmi les fondateurs du marxisme russe, on va trouver le courant du « marxisme légal », qui se transformera rapidement en libéralisme bourgeois. Lorsque cette bourgeoisie se trouve discréditée dans la guerre, le programme social-démocrate demeure.

Dans le cours de la révolution, les acquis du bolchevisme et du léninisme en ce qui concerne l'indépendance de classe, sont balayés progressivement par l'incapacité à suivre un programme économique réellement différent de celui de la bourgeoisie, par l'absence d'une vision économique claire des tâches à réaliser. Dans la période post-révolutionnaire, l'idée qu'il faut « apprendre de la bourgeoisie » et augmenter la production domine, plutôt que la recherche de solutions nouvelles, non-capitalistes. Cette idée n'est pas spécifique à la Russie, mais à la seconde internationale, dont les conceptions économiques ne sont pas abandonnées malgré la rupture politique. Trotsky et Staline partagent l'idée que la propriété étatique des moyens de production est un critère du socialisme, et l'assimilent à la propriété commune, une conception non-marxiste qui a pourtant largement cours dans la gauche internationale. Quand Staline réalisera le programme économique de l'opposition unifiée, Trotsky sera désarmé et incapable de comprendre la structure économique réelle de l'URSS.

Cette vision est également liée à un mécanisme, qui veut que les changements sociaux ne fassent que refléter le niveau de forces productives. La fixation des bolcheviks (notamment Zinoviev) sur l'Allemagne, pays le plus industrialisé, en est l'un des aspects - et l'attente de la révolution allemande est l'un des signes de cette faiblesse. Dès lors, le « socialisme dans un seul pays » n'est rien d'autre que le retour de la pensée nationaliste bourgeoise. La lutte de classe s'est poursuivie dans la Russie révolutionnaire, mais en l'absence d'une organisation ouvrière, c'est la ligne nationaliste bourgeoise de Staline qui l'a emporté. Ce nationalisme n'est pas une idéologie, une superstructure, mais le fondement même de la bourgeoisie. La bourgeoisie acquiert avec lui une puissance qui dépasse celle de ses membres disséminés dans l'administration. La bureaucratie apparaît, au départ, comme une solution de compromis, notamment par le retour partiel de l'administration civile et militaire du Tsar. Mais rapidement, elle devient un élément constant, capable d'assurer sa propre reproduction au sein du système. « La défaite de la révolution russe est un moment du développement de la société bourgeoise ».

Le jugement de Mansoor Hekmat sur le bolchevisme est nuancé. Contre les critiques de gauche, il maintient qu'il y a bien eu dictature du prolétariat, même si le prolétariat n'y participait pas dans son entier, parce que le Parti bolchevick était constitué des ouvriers les plus avancés. Son pouvoir est dispersé dans la société russe, au sein des nombreuses assemblées et conseils locaux. Le problème de fond n'est pas l'absence de démocratie politique, mais le fait que sans l'abolition du salariat et de la propriété commune, il n'y a pas de pouvoir ouvrier au niveau économi-

social de leur vision du marxisme est plus important pour lui. Après tout, on a pu, en leur nom, bâtir des systèmes qui n'avaient rien à voir avec les aspirations de la classe ouvrière. Polémiquer avec les idéologies capitalistes, mener contre elle une véritable bataille idéologique, être capable de les critiquer efficacement, est plus important que de rivaliser avec les différentes sectes gauchistes. Critiquer le nationalisme, le racisme, le libéralisme, le réformisme, le syndicalisme, etc., est une tâche bien plus importante : « Le communisme ouvrier, comme forme de pensée, comme conception du monde, ne prendra aucune force dans la société sans dépasser la pensée bourgeoise à l'échelle sociale ». Le mouvement communiste ne doit pas avoir peur d'affronter la société, il doit échapper à la marginalisation et le repli intellectuel, avoir pleinement confiance dans sa capacité à changer le monde. Cette confiance en soit part d'un principe simple : la révolution socialiste est possible, dans un avenir proche.

une conception couramment répandue dans la gauche mondiale, à l'idée que l'indépendance nationale soit progressive en soi. Après tout, rappelle-t-il, les habitants de l'ex-Yougoslavie vivaient dans un confort et une paix bien plus grande avant leur séparation... Cela ne signifie pas un rejet systématique, mais une analyse fondée sur le critère du bien-être de la classe ouvrière et des femmes.

Mais au delà, il sait bien que la plupart des luttes ne sont faites que de ça, que l'expérience quotidienne, c'est la nécessité immédiate d'améliorations sociales, d'augmentations des salaires ou des allocations chômage, les droits civiques ou l'égalité hommes-femmes. Considérer toutes ces luttes comme « réformistes », c'est se condamner à l'impuissance. Ce sont elles qui, en exprimant les revendications des travailleurs et des travailleuses, ont transformé la société capitaliste à l'échelle mondiale. Les courants qui opposent réforme et révolution ne font que témoigner leur caractère étranger aux préoccupations quotidiennes de la classe ouvrière. Cette critique s'adresse bien évidemment aux courants de l'ultra-gauche, que Mansoor Hekmat a rencontré et dont il partage certaines conceptions, mais avec lesquels il diverge sur un point fondamental : pour lui, les communistes doivent s'investir dans toutes les luttes sociales, mener une véritable activité militante de terrain et refuser l'isolement. Cela dit, la lutte pour les réformes n'est pas le réformisme : « Dans la lutte pour les réformes, notre mouvement ne se restreint pas à demander ce que la classe capitaliste considère comme possible. Les pertes et profits des soit-disant intérêts de « l'économie nationale » et ainsi de suite, ne conditionnent ni ne restreignent nos revendications. Notre point de départ, ce sont les intérêts indiscutables des personnes, aujourd'hui. Si ces droits, comme la santé, l'éducation, la sécurité économique, le droit de grève, la participation directe et constante du peuple à la vie politique, la liberté face aux empiétements religieux, sont incompatibles avec la profitabilité du business et les intérêts du capitalisme, alors cela prouve seulement qu'il faut renverser le système tout entier ».

Cette idée, Mansoor Hekmat l'applique d'abord au Parti communiste d'Iran, dont il est encore le dirigeant quand il entreprend ce travail de défrichage théorique : il faut se débarrasser de tout ce qui est un reliquat du socialisme bourgeois, de l'étatisme et du nationalisme. C'est le sens qu'il donne au changement de dénomination, du « marxisme révolutionnaire » au « communisme ouvrier », mettant l'accent sur le caractère social et non seulement théorique de cette évolution. Au demeurant, il ne souhaite pas polémiquer outre mesure avec les différents courants de la gauche, qui aiment à citer Marx et Lénine à chaque instant : savoir quelle est la base

que. La force du bolchevisme tient en deux éléments essentiels qui le distinguent de la social-démocratie européenne : l'internationalisme et la démocratie ouvrière. Il a sans doute commis de nombreuses erreurs, et on pourrait reprocher tel ou tel point à son programme ou à ses leaders, mais le point essentiel, c'est son manque de préparation pour le changement économique, l'absence d'un programme communiste.

La position de Mansoor Hekmat est bien évidemment à rapprocher de l'ensemble des courants qui ont considéré l'URSS comme un état capitaliste. C'est un débat qui a traversé la gauche communiste dès les années 1930, et été considérablement obscurci par le prestige de Trotsky, qui a déployé une grande énergie à démontrer que l'URSS était un « état ouvrier dégénéré », quand bien même la classe ouvrière n'y aurait plus aucun pouvoir. Son argumentation passait à côté des critères essentiels du point de vue de la classe ouvrière : le travail salarié, l'exploitation et l'absence de propriété commune des moyens de production – le vieux révolutionnaire russe ne paraissant pas avoir correctement perçu la différence entre celle-ci et la propriété d'état - c'est-à-dire, la propriété de la bureaucratie. Sur sa gauche, plusieurs groupes et théoriciens, partant de ce point de vue, l'avaient déjà démontré, notamment le courant du « communisme des conseils », et bon nombre de trotskistes dissidents. Après la guerre 1939-45, une nouvelle génération de militants de la Quatrième internationale - mais aussi des pionniers, à commencer par Natalia Sedova-Trotsky - allaient dénoncer cette théorie de l'« état ouvrier dégénéré », dont, aux Etats-Unis, la « tendance Johnson-Forest » dont l'influence sur Mansoor Hekmat est probable. Et surtout, le fondateur du Parti communiste italien, dernier opposant de Staline au sein du Komintern, Amadeo Bordiga, allait déployer sa critique pleine de verve à l'encontre du capitalisme russe, dans une perspective guère éloignée de celle du marxiste iranien. Leurs conceptions divergent principalement sur les tâches à accomplir : restaurer invariablement la théorie ou organiser la classe ouvrière pour la lutte vers le socialisme ?

c) Réémergence du mouvement communiste

Les transformations en URSS, avec la « Perestroïka » initiée par Mikhaïl Gorbatchev en URSS, constituent pour l'ensemble de la gauche mondiale un défi et un sujet d'interrogations et de révisions déchirantes. Mansoor Hekmat, qui voit dans l'URSS le soutien principal des mouvements « anti-impérialistes » qui habillent sous une phraséologie marxiste leur programme national-moderniste, s'intéresse de près à ces changements et à leurs conséquences pour le communisme ouvrier. Pour lui, la période qui

suit la seconde guerre mondiale a permis une expansion considérable du capitalisme, non seulement par les transformations introduites dans la production par la technologie, mais aussi par l'introduction de relations sociales capitalistes dans les ex-colonies, la généralisation de la condition prolétarienne et du salariat ; autrement dit, par la croissance des forces productives, la mise en place d'un réseau planétaire de production qui relie les travailleurs et les travailleuses entre eux à l'échelle mondiale. Tous ces changements préparent le terrain pour le socialisme.

Dans les années de l'après-guerre, le modèle de l'économie de l'économie dirigée, avec un développement capitaliste organisé par l'état, semblait compétitif, capable de rivaliser avec le modèle libéral fondé sur l'initiative privée. Il était particulièrement attractif pour les bourgeoisies des pays les moins développés, puisqu'il mettait l'accent sur le développement de l'économie nationale par le biais des nationalisations et de la planification. Les régimes les plus conservateurs pouvaient alors se targuer de faire du « socialisme ». Mais même dans les pays développés, ce modèle étatiste occupait une position dominante, matériellement et idéologiquement. Avec les années 1970, il connaît une grave crise d'adaptation aux mutations technologiques - que la bourgeoisie adopte comme réponse aux luttes ouvrières - qui frappe durement les pays les plus étatisés et les plus endettés, incapable de réagir efficacement. L'idéologie néo-libérale, qui exprime cette crise de restructuration à l'échelle mondiale, devient alors prépondérante, tandis que l'étatisme entre dans une impasse, entraînant dans sa chute toute l'idéologie de la gauche.

La désagrégation des socialismes bourgeois, que ce soit en URSS, en Chine ou dans les différentes tendances de la gauche, y compris les formes variées d'anti-impérialisme populiste du tiers-monde, n'est pas nécessairement favorable, en l'absence de toute tendance communiste organisée. Partant de ce simple constat, Mansoor Hekmat ne baisse pas les bras. Au contraire, il refuse énergiquement toute l'argumentation de la gauche occidentale, qui tend à considérer que - avec la désindustrialisation, les grandes fermetures d'usines et de secteurs entiers de production, la chute de la syndicalisation - la classe ouvrière aurait reculé dans la société, forçant la gauche à trouver des points d'appui ailleurs, dans l'écologie ou le pacifisme. Cette vision, d'un eurocentrisme borné, est fondée sur une illusion d'optique. En réalité, le prolétariat n'a cessé de croître dans le monde, avec la généralisation mondiale du travail salarié et de la condition ouvrière. Cette croissance a transformé l'échiquier politique et social des pays du tiers-monde, entraîné des mouvements sociaux importants un peu partout dans le monde, de l'Argentine à la Corée en passant

par l'Iran et l'Afrique du Sud ; ce sont ces mouvements qui façonnent le monde actuel. Progressivement s'est formée un véritable classe ouvrière mondiale, dont la détermination sociale dépasse les identités ethniques ou nationales.

Cette conception est à rapprocher, que ce soit un emprunt direct ou non, du « retournement » du marxisme orthodoxe, objectiviste, par l'ouvriérisme italien dès la fin des années 1950. Mario Tronti le formulait ainsi : « Nous aussi, nous avons travaillé avec un concept qui mettait le développement capitaliste en premier, et les travailleurs en second. C'était une erreur. Et maintenant, nous devons remettre le problème sur ses pieds, et repartir du début, et le début, c'est la lutte de classe de la classe ouvrière ». Autrement dit, le moteur réel du capitalisme, ce n'est pas le mouvement propre du capital, mais la lutte constante de la classe ouvrière qui contraint de système à évoluer et à s'adapter sans cesse pour résister à cette pression.

C'est pourquoi le communisme ouvrier n'est pas un mouvement nouveau, qui apparaîtrait à la faveur de la disparition de l'ancien mouvement communiste « officiel ». C'est le mouvement même de la classe ouvrière vers le communisme, qui a continué son existence à côté de ce dernier. Il est important de comprendre que, pour Mansoor Hekmat, le communisme n'a rien à voir avec l'idée d'un monde futur idéal. C'est dans la lutte de classe que naît le mouvement communiste, parce que la simple confrontation quotidienne avec l'esclavage salarié amène chaque travailleur à la conclusion qu'il doit bien y avoir une autre solution, une autre façon de vivre en société que l'exploitation. Cette idée simple peut se cacher dans n'importe quelle revendication de la classe salariée, dans n'importe quel mouvement social, quelque soit les couleurs et les objectifs qu'il se donne. Ce qui change, avec la chute du communisme « officiel », c'est que toutes les tentatives de subordonner le marxisme au nationalisme, à la démocratie, aux réformes ou à l'industrialisation sont condamnées à l'échec.

Mansoor Hekmat n'est pourtant pas hostile à l'idées même de réformes. La démocratie est pour lui un mot ambigu, qui se résume bien trop souvent à l'apologie de l'économie de marché, dans sa version libérale, ou de celle de l'état totalitaire dans sa version nationaliste. Même dans les régimes démocratiques, les droits des travailleurs, les droits des femmes, ceux des noirs aux USA ou en Afrique du Sud, et ainsi de suite, n'ont été obtenus que par les luttes sociales, et ces mêmes régimes « démocratiques » les ont combattus par les moyens les plus anti-démocratiques. Hostile au nationalisme de gauche, Mansoor Hekmat n'accorde pas, contrairement à